



Le périple de l' **UNSGAB**

Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement
auprès du Secrétaire général de l'ONU (2004-2015)



GESTION
EAU POTABLES
CATASTROPHES
ASSAINISSEMENT
EAUX USEES
FINANCEMENT
SUIVI-EVALUATION



Un système d'assainissement de qualité, des écosystèmes aquatiques en bonne santé et une bonne gestion de l'eau sont indispensables pour le bien-être des hommes et le développement durable. Et pourtant, les problèmes liés à l'eau mettent de plus en plus en danger les pays, les écosystèmes, les économies et les citoyens, plus particulièrement les femmes et les enfants.

Je remercie les membres de mon Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement d'avoir mobilisé l'action sur ces enjeux mondiaux d'importance critique. J'apprécie leurs conseils judicieux et accueille ce rapport avec satisfaction.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en assignant un objectif spécifique et un ensemble ambitieux de cibles à la question de l'eau et de l'assainissement, met en avant son importance. Au moment où nous commençons à mettre en œuvre ce programme porteur de changements, j'exhorte la communauté internationale, œuvrant avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile, à se mobiliser pour créer un avenir où les besoins en eau de tous sont assurés durablement.

Son Excellence Ban Ki-moon



En tant que Président Honoraire de l'UNSGAB, je me réjouis de nos onze années de travail, dont je suis très fier: nous avons été une présence vigilante sur la scène mondiale, traitant des principaux problèmes liés à l'eau qui causent des souffrances intolérables à un si grand nombre de personnes. J'espère vivement que le monde s'inspirera des travaux du Conseil et redoublera d'efforts pour mieux tenir compte des effets favorables de la sécurité en eau sur les conditions de vie, les moyens de subsistance et les écosystèmes.

L'expérience de l'UNSGAB confirme que le progrès et le changement sont possibles. Puissiez-vous en être inspirés et reprendre le flambeau

Son Altesse Impériale le Prince Héritier du Japon

Son Excellence M. Ryutaro Hashimoto



S. E. M. Ryutaro Hashimoto, ancien Premier Ministre du Japon, a été le premier Président de l'UNSGAB, de 2004 à 2006.

Sa contribution indispensable au Conseil a consisté à reconnaître qu'un tel organisme pouvait jouer un rôle déterminant dans la question de l'eau. Il a pris les dispositions nécessaires pour que le Japon accueille les deux premières sessions du Conseil, appelé l'attention sur l'intérêt bien établi de Son Altesse Impériale le Prince héritier du Japon pour la question de l'eau et jeté les bases nécessaires à l'acceptation par le Prince héritier de la fonction de Président honoraire.

Très conscient des répercussions des catastrophes liées à l'eau, M. Hashimoto a préparé le terrain pour les travaux du Conseil dans ce domaine, avec l'ancien Premier Ministre de la République de Corée, S. E. M. Han Seung-soo, en sa qualité de Président du Groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et les catastrophes.

Ryutaro Hashimoto a été Premier Ministre du Japon de 1996 à 1998. Il est mort en 2006, à l'âge de 68 ans.

Son Altesse Royale le Prince El Hassan bin Talal



Compte tenu de son engagement constant en faveur de la dignité humaine, de la coopération régionale et de la gestion de l'eau au Moyen-Orient et dans le monde arabe, S. A. R. le Prince El SAR El Hassan bin Talal de Jordanie a été invité au Conseil en 2013.

En sa qualité de Président, le Prince Hassan a toujours préconisé un langage simple et franc pour sensibiliser à l'assainissement et à ses effets sur les filles et les femmes.

Le Prince Hassan a quitté le poste de Président en 2014 se consacrer aux affaires du Moyen-Orient, en raison de la grave crise que traverse la région.

Sa Majesté le Roi Willem-Alexander



S. M. Willem-Alexander a été Président de l'UNSGAB de 2006 à 2013, lorsqu'il est devenu Roi des Pays-Bas.

Sa passion pour l'eau a convaincu d'autres de la nécessité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'eau et l'assainissement. Le futur Roi et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont marqué le coup en se levant les mains en public devant le monde entier. Il a fait le tour de la planète pour rencontrer des villageois, des groupes d'utilisateurs de l'eau, des ingénieurs, des maires, des banquiers et, surtout, des ministres et autres responsables publics, diffusant des messages forts sur l'eau.

La Déclaration eThekwin a été l'une des plus grandes réalisations des activités de diplomatie personnelle du Roi Willem-Alexander en faveur de l'assainissement. Elle a été approuvée par les Chefs d'Etat africains en 2008 et les Gouvernements africains ont, pour la première fois, pris des engagements en faveur de l'assainissement.

Ses déplacements, très suivis par les médias et le public, ont permis d'ouvrir des portes au Conseil et à ses messages.

Dr. Uschi Eid



Dernière Présidente de l'UNSGAB, Mme Uschi Eid en avait été membre depuis sa création.

Avant de devenir Présidente en juin 2014, elle a assuré la bonne gestion des affaires

internes et externes de l'UNSGAB en tant que Vice-Présidente, conjointement avec le Secrétariat du Conseil. En sa qualité d'ancienne Secrétaire parlementaire possédant une longue expérience en matière de développement international et des affaires africaines, son pouvoir fédérateur a permis de mobiliser des partenariats et de faciliter la coopération. Ses bonnes relations avec divers gouvernements se sont traduites par des concours financiers, la tenue des réunions du Conseil et un solide appui, en particulier de l'Allemagne, pour de nombreuses questions de fond.

En contribuant à supprimer les tabous autour de la question et en favorisant l'assainissement dans les écoles, Mme Eid a défendu avec ardeur l'assainissement. Elle s'est faite le champion de l'Année Internationale de l'Assainissement (2008) et de la Campagne quinquennale d'assainissement jusqu'en 2015.



Mahmoud Abu-Zeid

Ancien Ministre égyptien des ressources en eau et de l'irrigation (1997-2009). Président du Conseil arabe de l'eau (depuis 2004). Président honoraire (depuis 2003) et cofondateur du Conseil mondial de l'eau.

David Boys

Secrétaire général adjoint de la fédération syndicale internationale « Internationale des Services publics », chargé des services publics, des services sanitaires et sociaux, des administrations locales et régionales et de l'administration publique. Il est chargé de coordonner l'aide de la fédération aux syndicats pour la croissance, l'organisation et la mobilisation. Il supervise les activités de la fédération concernant les directives en matière de placement des fonds de pension et les entreprises multinationales.

Juanita Castaño

Ancienne Directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à New York. Ancienne conseillère spéciale pour le développement durable de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Elle a été Directrice régionale de l'UICN, Vice-Ministre colombienne des affaires étrangères et représentante de la Colombie à l'ONU lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Margaret Cailey-Carlson

Diplomate canadienne, Directrice générale adjointe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Présidente de l'Agence canadienne de développement international et du Conseil de population, et membre d'une vingtaine de conseils d'administration d'instituts de recherche et de politique sur l'eau, elle a travaillé sur les questions de portée mondiale et la gestion du développement économique et social.

Chen Lei

Ministre chinois des ressources hydriques, Commandant en chef adjoint au Quartier général des Services d'État de lutte contre les inondations et de secours aux victimes de la sécheresse, membre du Comité de construction du projet de dérivation de l'eau Sud-Nord et membre du Comité de construction du projet des Trois gorges, ancien Vice-Président exécutif du Gouvernement populaire de la Région autonome de Xinjiang Uygur (2005-2007) et Vice-Ministre des ressources en eau.

Giorgio Giacomelli

Ambassadeur d'Italie, ancien Directeur général de la coopération, ancien Ambassadeur en Somalie et en Syrie. En tant que Secrétaire général adjoint des Nations Unies (1985-1997), il a notamment été Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et Directeur général exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Il a été Rapporteur spécial de

la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1999-2001). Ancien Président de Hydroaid.

Ángel Gurría

Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ancien Ministre mexicain des affaires étrangères (1994-98) et des finances (1998-2000). Ancien membre du Panel mondial sur le financement des infrastructures d'eau (Panel Camdessus). Président du Groupe de travail Gurría sur le financement de l'eau pour tous. Ancien Président de la Banque export-import du Mexique.

Han Seung-soo

Ancien Premier Ministre de la République de Corée. Président fondateur du Groupe d'experts de haut niveau sur les catastrophes liées à l'eau. Président honoraire de Korea Water Forum. Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU sur le changement climatique. Président de la 56e session de l'Assemblée générale de l'ONU (2001-2002).

Kenzo Hiroki

Vice-Président, Collège des terres, de l'infrastructure, du transport et du tourisme au Ministère des terres, de l'infrastructure, du transport et du tourisme du Japon. Ancien Conseiller du Secrétariat du Conseil des ministres du Japon. Ancien Directeur de la Division de la planification des ressources en eau du Ministère des terres, de l'infrastructure, du transport et du tourisme. Membre et Vice-Président du Comité de pilotage du Partenariat mondial pour l'eau. Vice-Secrétaire général du 3e Forum mondial de l'eau (2000-2003).

Omar Kabbaaj

Conseiller de Sa Majesté le Roi du Maroc. Président honoraire de la Banque africaine de développement. Ancien Président de la Banque africaine de développement (1995-2005). Membre du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Olivia la O' Castillo

Présidente et membre fondatrice de Solutions de développement durable pour l'Asie et le Pacifique. Membre du Conseil d'administration de Metropolitan Waterworks and Sewerage System. Ancienne membre du Conseil d'administration du Centre international d'écotechnologie-PNUE à Shiga (Japon). Ancienne Présidente du Conseil et Présidente de la Table ronde Asie-Pacifique pour une consommation et une production durables.

Antonio Miranda

Ingénieur en eau et assainissement, il a apporté au Conseil son expérience d'ancien Directeur d'opérateurs publics brésiliens et d'ancien Chef de l'Association brésilienne des opérateurs des services publics municipaux d'eau et des eaux usées. Il a participé à des initiatives internationales, essentiellement en qualité d'expert en gestion du secteur public;

il a été membre du premier Comité de pilotage de l'Alliance mondiale des partenariats d'opérateurs du secteur de l'eau.

Maria Mutagamba

Ministre du tourisme, de la faune et du patrimoine de l'Ouganda. Membre du Parlement, district de Rakai. Ancienne Ministre de l'eau et de l'environnement (2006-2012). Ancienne Ministre d'État de l'eau (2002-2006). Ancienne Présidente du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (2004-2006).

Poul Nielson

Ancien Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire (1999-2004). Ministre danois de la coopération (1994-1999) et de l'énergie (1979-1982). Membre du Parlement danois (1971-1999).

Eric Odada

Le professeur Odada est membre de l'Académie nationale des sciences du Kenya et de l'Académie mondiale de l'art et de la science. Il a été membre de nombreux comités scientifiques internationaux du Conseil international pour la science et du Fonds pour l'environnement mondial de la Banque mondiale.

Gérard Payen

Spécialiste des services d'eau, il a dirigé un groupe de sociétés fournissant de l'eau potable à plus de 100 millions de personnes par jour. Il a ensuite dirigé AquaFed, la fédération internationale des opérateurs privés des services d'eau. Il milite au sein de la communauté internationale en vue d'améliorer la gestion et le financement de l'eau grâce à de meilleures politiques publiques.

Judith Rees

Vice-Présidente de Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment au London School of Economics et professeur de gestion de l'environnement et des ressources. Ancienne Présidente de la Royal Geographical Society. Ancienne Directrice adjointe (1998-2004) et Directrice par intérim (2011-2012) du London School of Economics.

Richard (Roy) Torkelson

Directeur général d'Ascending Markets Financial Guarantee Corporation. Ancien souscripteur principal à JP Morgan/Merrill Lynch et cadre supérieur dans l'administration des États-Unis et de l'État de New York, possédant de l'expérience dans la mise en œuvre des innovations financières liées à l'eau, comme les fonds renouvelables, les structures de financement autonomes et groupées aux États-Unis et dans les pays en développement.

Yordan Uzunov

Ancien Ministre adjoint bulgare de l'environnement (1993-1997). Il a dirigé le département de la bioindication et des évaluations en

vironnementales au Laboratoire central d'écologie générale de l'Académie bulgare des sciences (1997-2010). Président du département des écosystèmes aquatiques à l'Institut de la biodiversité et de la recherche sur les écosystèmes (2010-2015).

Koos Wieriks

Conseiller stratégique au Ministère néerlandais de l'infrastructure et de l'environnement, il possède une vaste expérience des politiques de gestion des eaux nationales, transfrontalières et internationales. Ancien Secrétaire général de la Commission internationale pour la protection du Rhin, Conseiller institutionnel en eau du Ministre des travaux publics d'Indonésie, Secrétaire général du Conseil consultatif sur l'eau des Pays-Bas, Conseiller personnel de S.A.R. le Prince d'Orange et Conseiller à l'Ambassade des Pays-Bas à Berlin.

ANCIENS MEMBRES

Michel Camdessus – Ancien Directeur général du Fonds monétaire international et Gouverneur de la Banque de France

Jocelyn Dow – Red Thread, Organisation des femmes pour l'environnement et le développement, Guyana

Ronnie Kasrils – Ancien Ministre de l'eau, Afrique du Sud

Hideaki Oda – Ancien Directeur général, Ministère des terres, de l'infrastructure, du transport et du tourisme du Japon et Secrétaire général du 3e Forum mondial de l'eau

Wang Shucheng – Ancien Ministre des ressources en eau, Chine

Christine Todd Whitman – Ancien Gouverneur, New Jersey

Peter Woike – Société financière internationale

CONSEILLERS

Anthony Cox – Directeur adjoint à l'Organisation de coopération et de développement économiques

Bert Diphooorn – Ancien Directeur de division, Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Jin Hai – Vice-Président, Centre de recherche en développement, Ministère chinois des ressources en eau

SECRETARIAT ET PERSONNEL

Francois Guerquin – Chef du Secrétariat (2008-2015)

Kenzo Hiroki – Chef du Secrétariat (2005-2008)

Osamu Mizuno – Chef adjoint du Secrétariat (2012-2015)

Leanne Burney, Seiji Ito, Koen Overkamp – Experts

Nicolas Franke, Florence Poppe – Experts associés

Nicole Kranz, Nina Odenwälder, Philipp Peters – Conseillers de Mme Eid

RAPPORT FINAL

Rédactrice principale:
Marisha Wojciehowska-Shibuya

Conception graphique:
Angel Gyaurov



Méthode de travail

Au début de 2004, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'alors, Kofi Annan, a demandé à l'ancien Premier Ministre Ryutaro Hashimoto du Japon de développer et mettre en œuvre l'idée consistant à réunir des personnalités éminentes pour réfléchir à la manière de faire face aux graves difficultés liées à l'eau et à l'assainissement, proposer un petit nombre de recommandations réalisables et un plan d'action concis, et fournir un encadrement de haut niveau afin d'amener la communauté internationale à prendre des mesures en vue d'atteindre les cibles des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) concernant l'eau potable et l'assainissement. Le Premier Ministre et les personnes qui lui ont succédé à la présidence du Conseil se sont employés à relever ces défis.

C'est ainsi qu'est né le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU (UNSGAB), un groupe international d'une vingtaine de personnes, qui s'est réuni 25 fois au total au cours de la décennie qui a suivi. Les membres du Conseil, provenant d'horizons divers et dont l'expérience s'étalait sur 20 à 30 ans, ont été choisis par le bureau du Secrétaire général. Ils étaient disposés à travailler à titre personnel et non en tant que représentants d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de groupes d'intérêts, et à mettre à profit leurs réseaux et leur influence pour faire progresser le programme de travail sur l'eau là où il en avait particulièrement besoin.

L'entreprise n'était certainement pas à l'abri des difficultés: en l'absence d'un mécanisme interne de renouvellement des membres, notre représentativité avait une limite et le processus de recrutement de nouveaux membres aux compétences différentes était désespérément lent. Chose encore plus importante, le Conseil, tout au long de ses 11 années d'existence, a fonctionné sans aucun support budgétaire des Nations Unies, faisant sans cesse appel à des bailleurs de fonds généreux et bienveillants. Enfin, inscrire l'eau et le Conseil sur la liste des priorités d'un Secrétaire général fort occupé représentait un défi constant.

Pour garantir une efficacité maximale, il a été décidé dès le départ de ne pas rédiger un rapport sur la situation de l'eau existante ni d'exécuter des projets; d'autres groupes le faisaient déjà. Les membres du Conseil eux-mêmes devaient être les principaux agents du changement et se charger d'appeler l'attention sur les changements que les parties prenantes du secteur de l'eau devaient réaliser. Les membres du Conseil n'étaient pas rémunérés, mais leurs employeurs les ont autorisés à donner de leur temps.

Si nous ne manquions pas de sujets de désaccord, nous nous sommes cependant efforcés de trouver un terrain d'entente, nous appuyant essentiellement sur notre influence et notre énergie pour comprendre les mandats en vigueur, étudier la pléthore de résolutions et décisions déjà acceptées, et essayer de mettre en avant de nouvelles idées pour des solutions propres à favoriser la réalisation des cibles des OMD concernant l'eau et l'assainissement. Dans cette optique, le Conseil a décidé de mener des plaidoyers de haut niveau en vue d'encourager les organisations concernées par la question de l'eau à agir plus vite et plus efficacement pour faire face au drame des millions de personnes vivant dans des conditions épouvantables liées à l'eau et à la dégradation des écosystèmes.

Onze années se sont désormais écoulées et l'UNSGAB est arrivé à la fin de son périple. Le moment est donc venu de faire le bilan des résultats obtenus, de réfléchir à la manière dont ils ont été obtenus, de tirer des enseignements des réussites et des échecs et surtout d'indiquer ce qui reste à accomplir. Certes, beaucoup a été fait, mais les défis à relever sont encore assez nombreux et la préoccupation essentielle du Conseil est qu'il faudrait faire bien davantage.

En conséquence, en écrivant ce rapport –premier et unique– nous n'avons pas l'intention de nous jeter des fleurs, mais plutôt de tirer les enseignements de notre expérience afin que d'autres puissent s'inspirer de notre exemple, et ainsi, ensemble, une dernière fois, de pousser à l'action.

Notre méthode de travail consistait à organiser des réunions et à parler de l'eau à travers le monde. L'appui de nos hôtes et des institutions financières internationales (Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, Banque africaine de développement et Banque islamique de développement) a été fondamental et indispensable. L'appui des institutions dont relèvent les membres du Conseil a également été déterminant, car celles-ci nous ont autorisés à consacrer du temps et des efforts à ces réunions et aux travaux de préparation et de suivi.

RÉUNIONS DU CONSEIL

Lieu	Date
Siège de l'ONU, New York.....	Juillet 2004
Tokyo (Japon).....	Décembre 2004
Rome (Italie).....	Novembre 2005
Berlin (Allemagne).....	Février 2006
Mexico (Mexique).....	Mars 2006
Paris (France).....	Juillet 2006
Tunis (Tunisie).....	Décembre 2006
Shanghai (Chine).....	Mai 2007
Bogota (Colombie).....	Novembre 2007
Tokyo (Japon).....	Mai 2008
Riyad (Arabie saoudite).....	Novembre 2008
Sofia (Bulgarie).....	Mai 2009
Amsterdam (Pays-Bas).....	Décembre 2009
Singapour.....	Juin 2010
Séoul (Rép. de Corée).....	Novembre 2010
Siège de l'ONU, New York.....	Juin 2011
Bonn (Allemagne).....	Novembre 2011
Panama (Panama).....	Juin 2012
Nairobi (Kenya).....	Novembre 2012
Milan (Italie).....	Mai 2013
Budapest (Hongrie).....	Octobre 2013
Singapour.....	Juin 2014
Tokyo (Japon).....	Octobre 2014
Gyeongju (Rép. de Corée).....	Avril 2015
Siège de l'ONU, New York.....	Novembre 2015

Certains hôtes et d'autres donateurs ont contribué à la mise en place et au fonctionnement du secrétariat du Conseil, lui donnant les moyens d'organiser des réunions individuelles et de couvrir ses dépenses. Nos remerciements vont à la Chine, au Danemark, à la France, à l'Italie, à la Suisse et à la Fondation Bill et Melinda Gates. Il convient de souligner tout particulièrement l'appui constant et multiforme des Gouvernements du Japon, des Pays-Bas et de l'Allemagne, cette dernière ayant également rendu possible ce rapport final.

Je vous demande
de toujours me donner l'avis le
plus ouvert, **honnête**
et **indépendant**.

Kofi Annan, 22 juillet 2004

Pleins feux sur sept points décisifs de transformation de l'univers de l'eau

Dès le début, le Conseil a mis en évidence un ensemble de changements profonds nécessitant l'attention la plus urgente et dont la poursuite effectuée collectivement pourrait avoir le plus d'impact. Les travaux du Conseil, tout au long de son mandat, ont été guidés par la profonde conviction qu'encourager ces changements allait améliorer le bien-être des populations.

1. Faire prendre conscience de la question de l'eau et de l'assainissement:
créer la volonté d'agir maintenant 6
 2. Accroître, gérer, surveiller et rendre salubre l'eau potable 7
 3. Faire de l'assainissement une priorité à part entière 8
 4. Inciter à des flux financiers plus importants et plus efficaces 9
 5. Encourager une meilleure gestion des ressources en eau. GIRE, Nexus:
dans les pays, entre pays et entre secteurs 10
 6. Exiger que l'ONU s'intéresse à la prévention de la pollution, au traitement
et à la réutilisation des eaux usées 11
 7. Renforcer la protection contre les catastrophes liées à l'eau et prévenir
les pertes humaines et matérielles qui en découlent. 12
- Conseils aux futurs groupes consultatifs 13
- Actions inachevées et tâches pour l'avenir 14



GESTION
EAU POTABLE
CATASTROPHES
ASSAINISSEMENT
EAUX USEES
FINANCEMENT
SUIVI-EVALUATION

Il est clair que nous devons nos succès à d'autres qui ont bien voulu agir;

même si nous nous en attribuons une partie, nous rendons avant tout hommage aux contributions de ceux qui ont décidé que le changement était nécessaire,

et ont agi en conséquence.

1. Faire prendre conscience de la question de l'eau et de l'assainissement: créer la volonté d'agir maintenant

Nos priorités

En dépit d'une crise de l'eau de plus en plus aiguë, caractérisée par un nombre croissant de personnes touchées par le stress hydrique, l'aggravation des inondations et des sécheresses, la dégradation des écosystèmes et l'exacerbation des tensions politiques dans les zones où il y a pénurie d'eau, cette ressource continue d'être sous-évaluée et mal gérée. Les symptômes du manque d'attention sont visibles partout. La plupart des pays ne surveillent spécifiquement ni la quantité ni la qualité des ressources en eau et des eaux usées, et le défi posé par le suivi-évaluation de l'assainissement et de l'eau potable demeure entier. De trop nombreux pays interviennent dans des situations d'urgence provoquées par une catastrophe liée à l'eau, mais n'intègrent pas les risques associés à l'eau dans les plans de développement. L'eau est extrêmement sous-financée par rapport à d'autres types d'infrastructure. Les déchets et les toxines sont déversés dans l'eau. Les règles de base concernant le partage de l'eau, entre les secteurs et à travers les frontières régionales et nationales, ne sont pas suffisamment respectées. Des milliards de personnes n'ont pas un accès satisfaisant à l'eau potable et à l'assainissement, plus particulièrement les plus pauvres. Les questions liées à l'eau sont importantes, mais leur gestion est difficile, souvent fragmentée ou ignorée. Il ne manque pas non plus de réponses, d'innovations, de nouvelles idées et d'exemples de réussite – pour les faire connaître, le Conseil devait convaincre les décideurs au plus haut niveau de l'importance centrale du thème de l'eau.

Nos activités

Les échelons les plus élevés de la gouvernance des pays et des organisations ont été privilégiés. Les présidents du Conseil se sont attelés à la tâche. Les membres et leurs structures d'appui ont fait appel à leurs contacts. L'objectif consistait à susciter le changement à travers le large éventail des questions liées à l'eau, en mettant plus particulièrement l'accent sur les cibles des OMD concernant l'eau potable et l'assainissement, et par la suite en faisant adopter un Objectif de Développement Durable (ODD) consacré à l'eau et à l'assainissement.

Des messages sur mesure d'appui à la gestion de l'eau et à l'assainissement ont été conçus à l'intention des autorités nationales et internationales au plus haut niveau. Nous avons travaillé à la mise en place de nouvelles entités régionales sur l'eau, organisé des réunions avec les autorités financières, prononcé des discours allocutions, contribué à apporter des changements à des organismes internationaux et à convaincre les dirigeants nationaux.

Nous sommes intervenus pour inscrire l'eau à l'ordre du jour des conférences et expositions internationales. Nous avons insisté pour faire figurer l'assainissement à l'ordre du jour et dans les déclarations de réunions au sommet. Nous avons exhorté les pouvoirs publics nationaux à prendre des mesures au niveau national. Nous sommes intervenus auprès des États Membres de l'ONU pour qu'ils appuient les initiatives sur l'eau prises dans le cadre du système de l'ONU et avons également pris des mesures directement et dans les coulisses pour renforcer les capacités d'ONU-Eau.

Nous avons participé à des conférences et réunions dans le monde entier, de conclaves nationaux à des forums mondiaux, en passant par des délibérations régionales et, à certaines occasions, avons organisé conjointement ces manifestations.

Dans toutes nos initiatives de sensibilisation, nous avons mis l'accent sur le rôle central que jouent l'eau et l'assainissement dans la réalisation de tous les OMD (pour améliorer la santé et l'éducation, et supprimer la faim) et leurs liens d'interdépendance avec l'énergie et la nourriture.

Lorsqu'il est devenu évident que les ODD prendraient la relève des OMD, le Conseil a mené une campagne vigoureuse et participé aux initiatives prises au niveau international pour obtenir un objectif consacré à l'ensemble des questions d'eau et d'assainissement, assorti de cibles ambitieuses et d'indicateurs appropriés.

FAITS*

Les entreprises classent la crise de l'eau au premier rang des risques mondiaux en raison de son incidence sur la société

Forum économique mondial, 2015

Accroissement prévu de la demande d'eau dans le monde de 2000 à 2050: 55 %

OCDE, 2012

Nombre de personnes vivant actuellement dans des bassins hydrographiques où la consommation d'eau dépasse la recharge: plus de 1,7 milliard

Gleeson et al., 2012

*Les références intégrales pour tous les faits cités dans la présente publication ainsi que les références photographiques sont disponibles à <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/water/ungab/finalreport/references>.

2.

Accroître, gérer, surveiller et rendre salubre l'eau potable

Nos priorités

Nous avons identifié les conditions préalables fondamentales pour l'amélioration des systèmes d'eau potable:

- Améliorer la capacité de gestion des opérateurs des réseaux de distribution d'eau afin de fournir davantage d'eau de bonne qualité à davantage de personnes;
- Accepter que des pays ont besoin d'aide pour développer des systèmes nationaux d'information, de suivi et d'établissement de rapports et que, à l'échelle mondiale, il ne faudrait rien de moins qu'une refonte du système actuel de suivi-évaluation sur l'eau potable;
- Augmenter de toute urgence l'approvisionnement en eau potable des populations non desservies et mal desservies, en axant les efforts sur l'approvisionnement en eau non contaminée et en dissipant la confusion entre l'eau dite améliorée et l'eau réellement potable.

Le Conseil a tiré parti de ses contacts, usé de son influence au sein du système international et de sa connaissance des organisations internationales pour amener de nombreux acteurs à opérer un véritable changement; nous avons eu le privilège d'être un partenaire bien accepté. C'est ainsi que nous avons eu des discussions constructives et collaboré à de nombreuses occasions avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, en vue de mettre la communauté internationale de l'eau au défi de s'ouvrir à ces nouveaux concepts.

Nos activités

Les membres du Conseil se sont attachés dès le début à exhorter l'ONU à relever les défis posés par des milliers de services publics (essentiellement municipaux) d'eau et d'assainissement inefficaces, ce qui constituait une condition préalable à la réalisation des cibles des OMD concernant l'eau potable et l'assainissement. Le Secrétaire général, Kofi Annan, s'est empressé de donner suite à cette recommandation en demandant à ONU-Habitat de mettre en place l'Alliance mondiale des partenariats d'opérateurs du secteur de l'eau (GWOPA). GWOPA a permis de nouer des dizaines de partenariats d'opérateurs et a créé des plateformes régionales afin d'encourager des alliances, avec l'appui de partenaires de développement.

De même une passerelle a été établie dès le départ avec le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (JMP) dans le but d'améliorer les données de référence du suivi-évaluation, le rapprochement des bases de données mondiales et nationales, et la ventilation des données. Notre document d'avril 2008 intitulé « Monitoring and Reporting: progress of access to water and sanitation, an assessment by UNSGAB » a déclenché une réaction positive du JMP. Il a été rapidement suivi d'un appel lancé au Secrétaire général, qui s'est traduit par des ambitions accrues et la relance du Groupe consultatif stratégique du Programme commun OMS UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (JMP) et de l'Analyse et Évaluation mondiale d'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS), qu'un membre du Conseil a présidé pendant 3 ans. Ces travaux ont permis d'améliorer les résultats du JMP et de GLAAS. Ils ont aussi contribué à susciter plus d'intérêt pour le suivi-évaluation de l'eau et de l'assainissement, notamment de la part de l'OCDE.

En 2012, l'ONU a annoncé que la cible des OMD concernant l'accès à l'eau potable avait été atteinte. Le Conseil a renforcé sa vigoureuse campagne en soulignant le décalage entre la cible et l'indicateur de substitution (utilisation d'une « source d'eau améliorée ») qui était censé mesurer les progrès: il y a une différence entre une source d'eau qui est seulement « améliorée » et l'eau potable qui est véritablement salubre. Depuis, ONU-Eau a officiellement confirmé que la plus grande partie de l'eau consommée mais non potable était classée comme étant améliorée.

FAITS

Personnes qui n'ont toujours pas de sources d'eau améliorée: 1 sur 10 (663 millions au total)

Personnes sans accès à une source d'eau améliorée: 8 sur 10 vivent en milieu rural; le nombre de personnes privées de cet accès augmente dans les zones urbaines et en Afrique subsaharienne

OMS / UNICEF JMP, 2015

Nombre de personnes utilisant une source d'eau potable qui est contaminée par des germes fécaux: au moins 1,8 milliard

Bain et al., 2014

Beaucoup ont tenu compte de cette correction: salubre veut dire salubre, c'est-à-dire non contaminé. Toutefois, pour bien d'autres, notamment dans les déclarations officielles de l'ONU, l'erreur persiste, ce qui fait que les besoins mondiaux en eau réellement potable sont gravement sous-estimés.

Compte tenu de l'accent mis sur le suivi-évaluation, le Conseil a activement participé à l'élaboration de propositions détaillées d'objectif et de cibles pour les ODD. Il a aussi aidé ONU-Eau à préparer 10 indicateurs destinés à mesurer les progrès vers les cibles concernant l'eau pour l'après-2015. Il a exhorté ONU-Eau à renforcer ses capacités de suivi-évaluation pour l'après-2015, en encourageant le JMP à suivre les nouveaux indicateurs améliorés liés à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène et en créant de nouveaux mécanismes pour surveiller les eaux usées et les ressources en eau. Cette tâche est désormais assurée au titre de l'Initiative mondiale élargie de suivi-évaluation des ressources en eau d'ONU-Eau (projet GEMI).

Nos recommandations pour les prochaines étapes

Le terme « potable » devrait avoir tout son sens d'eau salubre non contaminée. Pour mettre un terme à la confusion, l'ONU, les gouvernements et les autres acteurs concernés ne devraient utiliser l'expression « eau potable » que pour désigner l'eau potable non contaminée.

Pour réaliser l'accès universel et équitable à l'eau potable salubre et abordable, il faudrait renforcer de toute urgence les efforts de développement des services d'alimentation en eau potable. Dans cette optique, les pouvoirs publics doivent accélérer les réformes institutionnelles, augmenter les financements, éliminer la corruption et renforcer les capacités de leurs acteurs de l'eau.

La surveillance de la qualité de l'eau potable devrait être organisée et renforcée aux échelles nationale et mondiale.

L'OMS, l'UNICEF et ONU-Habitat devraient prendre des mesures pour qu'il soit mieux rendu compte de la diminution, à l'échelle mondiale, de l'accès à l'eau potable (et à l'assainissement) dans les zones urbaines.

3. Faire de l'assainissement une priorité à part entière

Nos priorités

L'assainissement étant tabou et l'hygiène n'étant pas un sujet de conversation, on n'en parlait pas en 2004. Les toilettes, l'excrétion et les fonctions corporelles connexes étaient des sujets délicats, voire indécents. Comment en parler aux pouvoirs publics ? Le Conseil s'est employé à faire sortir l'assainissement de l'ombre. Nous avons usé de notre influence pour convaincre les États Membres de l'ONU d'introduire des résolutions novatrices sur l'assainissement. Nous avons insisté pour que l'assainissement soit inscrit à l'ordre du jour des réunions régionales au sommet et pour qu'il figure dans leurs déclarations. Notre Président a serré la main de videuses de fosses septiques. Pour braquer les projecteurs sur le rôle négligé de l'hygiène, notre Président et le Secrétaire général se sont lavé les mains devant les caméras du monde entier. Des dirigeants politiques et des personnalités publiques ont été invités à parler haut et fort. Le Conseil a appuyé des initiatives indépendantes, comme l'Alliance pour l'assainissement durable et la Journée mondiale des toilettes, qui diffusent largement ces messages. Nous avons mené des activités de sensibilisation pour montrer que l'assainissement représente un bon investissement économique, qu'il apporte la dignité, l'égalité et la sécurité, qu'il est essentiel pour la bonne santé et qu'il contribue à maintenir un environnement propre.

Nos activités

Nous avons eu l'idée de faire de 2008 l'« Année Internationale de l'Assainissement » pour relever le défi de l'assainissement. Nous nous sommes adressé à un groupe de pays pour parrainer la résolution correspondante de l'ONU. Lorsque la dynamique a ralenti après l'Année internationale, nous avons proposé un mécanisme de relance, la « Campagne d'assainissement jusqu'en 2015 », exhortant les pouvoirs publics à redoubler d'efforts pour atteindre la cible des OMD. La campagne a été appuyée par une résolution adoptée par l'Assemblée générale en 2010, dans laquelle figurait, pour la première fois, un appel pour mettre fin à la défécation en plein air. Notre Vice-Président d'alors a lancé la campagne conjointement avec le Premier Ministre du Rwanda, lors de l'ouverture de la conférence AfricaSan 3 à Kigali, en 2011. Pour renforcer la dynamique, nous avons stimulé l'élaboration d'un guide pratique qui est largement utilisé, « Campagne d'Assainissement jusqu'en 2015 – Guide du Planificateur ». Toutes ces initiatives ont servi de base à l'« Appel à l'action sur l'assainissement » lancé en 2013 par le Vice-Secrétaire général et à la résolution de l'ONU sur l'« Assainissement pour tous », adoptée la même année. Cette résolution a officiellement désigné le 19 novembre comme la Journée mondiale des toilettes.

Au cours d'une réunion animée avec des ministres africains et de hauts responsables de la Banque africaine de développement, qui a eu lieu à Tunis en 2006, on a dit que les dirigeants africains devaient parler d'une seule voix. La coopération étroite entre l'Union africaine et le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) a abouti à la déclaration sans précédent de Sharm el-Sheikh sur l'eau et l'assainissement, adoptée par l'Union Africaine en 2008.

Nous avons appuyé sans réserve le mouvement naissant des conférences régionales sur l'assainissement et œuvré avec les organisations internationales compétentes et les défenseurs de WASH (eau, assainissement, hygiène) en vue de concevoir de « nouveaux » engagements nationaux précis et promouvoir leur adoption. En 2007, l'UNSGAB, en collaboration avec le Président du Forum Asie-Pacifique de l'eau, a pris l'initiative du premier Sommet Asie-Pacifique sur l'eau, tenu à Beppu au Japon. Pour dynamiser le processus LatinoSan au niveau ministériel, une réunion UNSGAB s'est tenue à Bogotà en 2007, immédiatement après une réunion de la Banque interaméricaine de développement et LatinoSan I; et une autre à Panama, en 2012, au cours de la période préparatoire de LatinoSan III. L'UNSGAB a joué un rôle de premier plan en tant que partenaire de AMCOW dans les conférences AfricanSan qui ont suivi, en particulier AfricaSan +5, tenue à Durban (Afrique du Sud) en 2008, qui a donné lieu aux engagements novateurs de la Déclaration eThekweni.

FAITS

Il aurait fallu fournir l'accès à un assainissement de base à près de 700 millions de personnes supplémentaires pour pouvoir atteindre la cible correspondante des OMD

Personnes qui ne disposent toujours pas d'installations d'assainissement améliorées: 1 sur 3 (2,4 milliards en tout)

Personnes qui pratiquent la défécation en plein air: 1 sur 8 (946 millions en tout)

WHO / UNICEF JMP, 2015

Compte tenu des preuves scientifiques croissantes de l'existence de liens étroits entre le faible niveau d'assainissement et la mauvaise nutrition, notre proposition de consacrer la Journée mondiale des toilettes de 2015 à ce thème a été acceptée d'emblée.

L'UNSGAB a atteint son objectif primordial consistant à mieux faire prendre en compte la question de l'assainissement. La défécation en plein air fait désormais l'objet du débat public, des présidents promettent l'accès universel aux toilettes, une mascotte de l'assainissement a été créée dans le Muppet Show. La radio, la télévision et la blogosphère parlent des toilettes et de l'accès à l'assainissement.

Nos recommandations pour les prochaines étapes

En dépit des progrès accomplis, la cible des OMD concernant l'assainissement n'a pas été atteinte. Nous en appelons au monde pour:

Élargir le champ d'action au-delà de la maison: les toilettes sont nécessaires dans les écoles, les centres médicaux, les lieux de travail, les marchés et d'autres lieux publics;

Privilégier l'assainissement en tant que médecine préventive et rompre le cycle vicieux de la maladie et de la malnutrition, qui touche plus particulièrement les femmes et les enfants;

Reproduire à plus grande échelle les technologies novatrices le long de la chaîne de l'assainissement et déclencher une autre révolution de l'assainissement comme moteur de progrès économique et médical durant la période d'ici 2030;

Mettre en évidence le modèle économique de l'assainissement en réalisant le potentiel des déchets humains quand ils sont considérés comme une ressource;

Cesser de considérer comme tabou le sujet de la gestion de l'hygiène menstruelle, qui mérite d'être traité comme une priorité par l'ONU et les pouvoirs publics.

4.

Inciter à des flux financiers plus importants et plus efficaces

Nos priorités

Grâce aux liens solides de plusieurs d'entre eux dans le secteur financier, le Conseil a pu mettre à profit leurs affiliations, leurs positions officielles et leurs réseaux pour agir dans les directions suivantes: renforcement des capacités et meilleure connaissance des questions financières, meilleur suivi des données sur les flux financiers existants (pour mieux éclairer les décisions politiques), nouvelle prise de conscience au niveau mondial des possibilités de financement pour l'eau, meilleure compréhension des obstacles aux financements locaux et meilleure utilisation des ressources budgétaires. Nous avons oeuvré à l'élimination des causes financières des déficits d'investissement dans le secteur de l'eau. À cet égard, nous avons constaté le besoin pour les municipalités et les services publics de distribution d'eau, d'un bien meilleur accès aux emprunts et aux marchés de capitaux, ce qui n'est possible qu'en surmontant divers obstacles.

Nos activités

Dans le cadre de réunions fréquentes avec les banques multilatérales de développement, nous avons exhorté leurs responsables à appuyer de nouvelles initiatives liées à l'eau. Plusieurs d'entre nous ont joué des rôles de premier plan dans les reconstitutions de fonds et le soutien financier à des initiatives. Par ailleurs, plusieurs mémorandums conclus avec les banques régionales de développement ont permis à certains membres du Conseil de travailler sur diverses questions de politique économique et financière. Nous avons rencontré des responsables de fonds de pension et les avons encouragés à investir dans l'eau.

À l'issue de réunions avec le Président de la Banque mondiale, des missions conjointes ont eu lieu au Pérou (2009) et au Kenya (2012) en vue d'examiner les obstacles qui empêchent les services publics de distribution d'eau d'accéder facilement et à coût raisonnable aux marchés locaux de capitaux, et les solutions éventuelles. Cette initiative a abouti, notamment, à la mise en place d'un groupe de travail interministériel sur le financement de l'eau au Kenya. Les données recueillies dans ces pays ont apporté un éclairage très utile sur les principaux obstacles financiers auxquels se heurtent les services publics de distribution d'eau.

Le privilège d'avoir le Secrétaire général de l'OCDE comme membre de l'UNSGAB s'est traduit par des avantages mutuels. L'UNSGAB a appuyé sans réserve l'initiative prise en 2005 par l'OCDE de mettre davantage l'accent sur les enjeux liés à l'eau, et a participé à la réflexion et aux délibérations de l'OCDE sur plusieurs instruments importants de gestion et de suivi-évaluation de l'eau, élaborés ces dix dernières années. Par exemple, nous avons activement appuyé l'étude phare réalisée en 2009 par l'OCDE intitulée « De l'eau pour tous », qui passe en revue les modes de financement de l'eau, les flux non remboursables étant toujours une combinaison des « trois T » (tarification, taxes et transferts).

Nous avons également encouragé le suivi par GLAAS des aspects macroéconomiques de l'eau dans chaque pays; ses premières études détaillées par pays ont révélé des dépenses dans le secteur de l'eau nettement supérieures aux niveaux attendus.

Pendant plusieurs années, nos réunions avec des ministres et des hauts responsables de toutes les régions du monde ont permis expliquer les politiques et les priorités nationales en matière de financement de l'eau et d'appeler à les renforcer. Malheureusement, les réunions répétées avec les responsables de l'aide publique au développement (APD) n'ont pas permis d'orienter davantage les fonds APD vers la mobilisation par effet de levier de ressources supplémentaires hors APD, dans le but d'accroître l'impact de l'APD. En partie pour répondre à la demande de l'UNSGAB de rendre compte des « effets » de l'APD et non pas seulement de ses « apports », plusieurs organisations bilatérales (par exemple, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne) et certaines organisations multilatérales (par exemple, la Banque Africaine de Développement) ont commencé à rendre compte du nombre de personnes qui ont eu accès à l'eau et à l'assainissement à la suite de leur financement.

FAITS

Estimation des pertes dans les pays en développement résultant du manque d'accès à des sources d'eau améliorées et à l'assainissement de base:
1,5 % du PIB OMS, 2012

La priorité accordée aux dépenses publiques d'eau varie considérablement entre les pays: de moins de 0,5 % à plus de 2 % du PIB
Banque mondiale, 2009 et GLAAS, 2014

Proportion des entreprises publiques de distribution d'eau des pays en développement incapables de couvrir leurs frais d'exploitation et de gestion de base: plus d'un tiers (sur les 1 700 étudiées)
IBNET, 2014

Nos recommandations pour les prochaines étapes

À l'échelon mondial, continuer de plaider avec conviction pour que les budgets nationaux fassent une plus grande place au secteur des services liés à l'eau potable et à l'assainissement ainsi qu'à la gestion des ressources en eau. Respecter et encourager les engagements politiques en faveur de l'augmentation des financements de l'assainissement non collectif et de la gestion des eaux usées.

Au niveau des pays, mobiliser des ressources financières supplémentaires de tous types, notamment facturation aux utilisateurs, budgets publics, surmonter les obstacles au financement en monnaie nationale par le marché financier local et trouver un équilibre entre les tarifs, les taxes et les transferts qui garantisse la viabilité financière de tous les services publics de distribution de sorte qu'ils puissent améliorer leurs prestations.

Faire un meilleur usage de l'APD et d'autres financements concessionnels en vue de mobiliser des flux financiers autres que l'APD et fournir de l'assistance technique pour l'élaboration de projets.

Faire en sorte qu'il y ait une meilleure connaissance des dépenses liées à l'eau au niveau national au moyen de GLAAS et d'autres initiatives de suivi financier pertinentes.

Faciliter la réalisation de toutes les cibles des ODD liées à l'eau en procédant à une estimation détaillée des coûts et avantages économiques connexes.

Redoubler d'efforts, dans le secteur de l'eau, en vue de demander et d'utiliser les fonds disponibles pour financer les mesures d'adaptation au changement climatique (et d'atténuation de ses effets), provenant, par exemple, du Fonds vert pour le climat.

Renforcer la recherche appliquée sur le financement de l'eau, mesure importante pour réaliser le programme d'action de 2030 sur l'eau.

5. Encourager une meilleure gestion des ressources en eau. GIRE, Nexus: dans les pays, entre pays et entre secteurs

Nos priorités

Dès le départ, plusieurs membres du Conseil œuvraient déjà en faveur d'une plus grande intégration de la gestion régionale, nationale et infranationale des ressources en eau pour divers usages. Cette démarche est dénommée « gestion intégrée des ressources en eau » (GIRE). Ces dix dernières années, il y a eu une vague de préoccupations au sujet des risques environnementaux croissants, de la dégradation des ressources et des pénuries qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique ainsi que sur le développement économique et social. L'approche Nexus prend en compte les liens entre l'eau, l'énergie et les systèmes alimentaires et préconise des méthodes de gestion qui tiennent compte des arbitrages et des synergies intersectoriels. Convaincus que l'adoption d'une base juridique mondiale permettra une meilleure gestion des plus de 250 cours d'eau partagés dans le monde, nous avons tiré parti de nos affiliations avec les organisations clés pour appuyer leurs initiatives visant à obtenir la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (Convention sur les cours d'eau des Nations Unies).

Nos activités

Tous les États Membres de l'ONU avaient convenu de rendre compte de leurs plans de gestion de l'eau à la treizième session de la Commission du développement durable, tenue en 2005. Il s'agissait de la première grande réunion de l'ONU qui traitait de la question de l'eau depuis le Sommet de la terre de 2002 à Johannesburg. Lorsque les rapports ont tardé à venir, l'UNSGAB a collaboré avec le bureau du Secrétaire Général pour contacter chaque pays membre afin de l'exhorter à se conformer à la règle; ce qui a permis de sensiblement augmenter le nombre de rapports.

Pour mobiliser le soutien, nous avons partagé, dans des discours et lors des conférences, les résultats des enquêtes réalisées par le Partenariat mondial pour l'eau sur la gestion nationale de l'eau et la GIRE. Nous avons encouragé avec succès la Banque asiatique de développement à accroître le financement de la GIRE. Nous avons souligné que la GIRE devait inclure l'allocation, la conservation et la protection des ressources. Nous avons plaidé avec succès pour que la GIRE soit incorporée dans l'ODD sur l'eau et l'assainissement.

Étant donné que son Vice-Président de l'époque a coprésidé la Conférence Nexus sur les liens eau, énergie et sécurité alimentaire, tenue à Bonn en 2011, et que d'autres membres du Conseil ont servi dans le comité exécutif de la Conférence, l'UNSGAB a contribué à faire connaître ce concept et son sens: renforcer la cohérence des politiques, accélérer l'accès, faire plus avec moins, mettre fin aux gaspillages, réduire les pertes et valoriser l'infrastructure naturelle. L'UNSGAB a ensuite appuyé le lancement de dialogues Nexus sur les priorités régionales, organisés par des organismes régionaux. Par exemple, l'Union africaine et l'UNSGAB ont organisé le dialogue africain de haut niveau sur les liens eau, alimentation et énergie, en novembre 2012, à Nairobi. La manifestation a servi de point de référence pour les activités ultérieures sur le continent liées à ce concept.

Dans le cadre de plusieurs réunions bilatérales, notamment avec des Chefs d'État, notre Président a plaidé pour la ratification de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau. La participation du Président et de la Vice-Président d'alors à l'Assemblée de l'Union interparlementaire de 2008, au Cap (Afrique du Sud), a permis des contacts individualisés avec les principaux parlementaires. La campagne de lettres adressées par la Vice-Président aux parlementaires du monde entier a favorisé l'augmentation du nombre de ratifications. Pour stimuler les activités de promotion du Fonds mondial pour la nature (WWF) en faveur de la Convention, nous avons organisé conjointement avec le WWF plusieurs manifestations sur le sujet, par exemple, au Cinquième Forum mondial de l'eau à Istanbul en 2009.

FAITS

Les prélèvements d'eau douce à des fins de production d'énergie devraient augmenter de 20% d'ici à la fin de 2035
WWAP, 2014

Part des prélèvements d'eau douce pour l'agriculture dans le monde: environ 70%
FAO, 2014

Augmentation prévue du nombre de personnes vivant dans des bassins fluviaux soumis à un stress hydrique grave: de 1,6 milliard en 2000 à 3,9 milliards à l'horizon 2050 (plus de 40% de la population mondiale)
OCDE, 2012

Nos recommandations pour les prochaines étapes

Il faudrait privilégier la sécurité hydrique à tous les niveaux et tenir compte de la composante eau dans tous les 17 objectifs de développement durable. Il faudrait mettre davantage l'accent sur le fait que la pénurie d'eau, la pollution de l'eau et la dégradation des écosystèmes aquatiques représentent une menace pour le développement durable dans le monde.

Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour améliorer l'utilisation efficace et durable de l'eau, en favorisant et en amplifiant les efforts de conservation de l'eau dans l'industrie, l'agriculture et les villes, car ces mesures sont indispensables pour faire face à la pénurie d'eau.

Au minimum, le principe de gestion intégrée devrait être appliqué dans l'agriculture, l'industrie, les villes, les bassins versants et la santé publique et la prévention des risques de catastrophe. Il faudrait aller au-delà des plans de GIRE pour adopter des changements tangibles, grâce à des réformes institutionnelles, au renforcement de la surveillance des ressources en eau et à l'établissement de rapports dans ce domaine.

L'approche Nexus devrait être mise en œuvre à grande échelle en vue d'améliorer l'élaboration des politiques intersectorielles au niveau mondial. Les bases scientifiques devraient être renforcées en premier lieu en accroissant les activités de recherche spécialisée. Il faudrait partager les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'approche Nexus dans le nombre croissant de régions qui l'expérimentent. L'approche Nexus devrait s'appliquer du sommet à la base, en l'ancrant aux politiques et en mobilisant des engagements au plus haut niveau, et de la base au sommet, par le biais de projets concrets.

Il faudrait maintenir la dynamique pour obtenir de nouvelles ratifications ainsi que la mise en œuvre effective de la Convention sur les cours d'eau des Nations Unies.

6.

Exiger que l'ONU s'intéresse à la prévention de la pollution, au traitement et à la réutilisation des eaux usées

Nos priorités

Les eaux usées non traitées constituent une menace pour la santé humaine, les ressources en eau et l'environnement en général. Au nombre des sujets de préoccupation figurent la charge environnementale croissante causée par la pollution des masses d'eau et l'exposition des habitants des villes, des travailleurs et des agriculteurs aux eaux usées brutes ou diluées. Lorsque nous avons commencé notre mission, la prévention de la pollution de l'eau et la gestion des eaux usées ne figuraient pas dans les politiques et programmes d'action au niveau mondial et souvent n'attiraient pas l'attention politique nationale. Les agriculteurs et certaines ONG réutilisaient déjà les eaux usées, certains gouvernements avaient des politiques ambitieuses de gestion des eaux usées, des professionnels encourageaient activement la gestion des eaux usées et des institutions financières internationales finançaient de grands projets d'investissement. Toutefois, l'ONU n'en avait pas fait une priorité et les pays ne bénéficiaient d'aucune orientation générale de politique sur le sujet. La stratégie de l'UNSGAB a comporté trois volets. Tout d'abord, les efforts ont été concentrés sur la gestion des eaux usées urbaines, en mettant également l'accent sur les questions liées à la pollution industrielle et agricole. Ensuite l'attention a été appelée sur la possibilité d'augmenter l'approvisionnement en eau et de réduire la consommation d'énergie par le recyclage des eaux usées et leur réutilisation en toute sécurité. Enfin, les membres du Conseil qui possédaient l'expérience pertinente ont discuté avec les organisations concernées et dans divers forums du besoin particulièrement important d'établir au niveau mondial un suivi statistique des eaux usées ainsi que d'adopter des objectifs d'amélioration de leur gestion.

Nos activités

L'UNSGAB a connu le premier grand succès de sa campagne de sensibilisation au 5^{ème} Forum mondial de l'eau en 2009, à Istanbul, lorsque les ministres ont décidé de prendre des mesures en vue d'élaborer des solutions pour la collecte, le traitement et la réutilisation des eaux usées, et lorsque les maires ont inclus les eaux usées dans leur résolution finale. Cette réunion était la première grande conférence à mentionner les eaux usées et leur gestion. Trois ans plus tard, nous avons plaidé avec succès pour faire de l'assainissement et des eaux usées un thème du 6^{ème} Forum mondial de l'eau à Marseille. Les eaux usées y ont fait l'objet de débats en sessions et lors d'une table ronde ministérielle et ont figuré en bonne place dans la Déclaration du Forum.

Nous avons fait pression au sein de l'ONU pour qu'une plus grande attention soit accordée aux eaux usées, en poussant les membres d'ONU-Eau à aborder l'éventail complet des problèmes de l'eau de manière plus équilibrée, plutôt que de mettre l'accent uniquement sur l'eau potable et l'utilisation de l'eau. ONU-Eau s'est progressivement intéressé à la question en mettant en place en 2009 une équipe de travail sur la gestion des eaux usées et en instituant un domaine thématique prioritaire d'ONU-Eau sur la qualité de l'eau en 2010. ONU-Eau a aussi décidé que la Journée mondiale de l'eau de 2010 mettrait l'accent sur la qualité de l'eau sous le thème « De l'eau propre pour un monde sain ». Au cours de la même année, le PNUE et ONU-Habitat ont lancé le rapport « Eau malade? », la première étude mondiale de l'ONU sur les eaux usées, la pollution et les menaces connexes pesant sur la qualité de l'approvisionnement en eau. Cette étude a jeté les bases nécessaires à l'action ultérieure d'ONU-Eau et aux travaux de l'ONU avec les États Membres.

Au nombre des autres conséquences ont figuré l'Initiative mondiale sur les eaux usées puis la décision de faire des eaux usées le thème global de la Journée mondiale de l'eau en 2017.

La question des eaux usées a désormais trouvé une place dans les documents déterminants de politique générale et les programmes d'action. Grâce à la campagne de sensibilisation soutenue de l'UNSGAB, la réduction de la pollution et la gestion des eaux usées ont trouvé leur place dans le document final de Rio+20 et font désormais partie des ODD en tant que cible de plein droit, visant à améliorer la qualité de l'eau par la réduction de la pollution et la diminution de moitié des flux d'eaux usées non traitées.

Nous avons travaillé avec des banques régionales de développement, en particulier la Banque Asiatique de Développement, en vue d'étendre leurs vastes programmes d'investissement dans la gestion et la réutilisation des eaux usées à des modèles décentralisés que pourraient utiliser les petites communautés, les villages et les ONG.

Nous n'avons cessé de parler de l'importance du suivi-évaluation des eaux usées, en fournissant un appui fonctionnel à divers groupes de travail sur les indicateurs, les normes et les cibles. À l'issue du sommet de Rio+20, nous avons recommandé la création par ONU-Eau d'un mécanisme mondial de suivi-évaluation. Cette recommandation a favorisé la mise en place de l'Initiative mondiale élargie de suivi-évaluation des eaux usées et des ressources en eau (GEMI).

FAITS

Nombre de pays qui ne publient pas d'informations sur les flux d'eaux usées produites, traitées ou réutilisées: 57

Taux moyen de traitement des eaux usées dans les pays à revenu élevé, 70%; à revenu intermédiaire, environ 33%, à faible revenu, 8%
Sato et al., 2013

Entre 2000 et 2050, les rejets azotés provenant des eaux usées devraient augmenter de 180% et les rejets phosphorés de plus de 150%, au niveau mondial.

OCDE, 2012

Nos recommandations pour les prochaines étapes

Les pays doivent élaborer des politiques et des plans directeurs nationaux concernant les eaux usées, y compris des estimations de coûts, des calendriers et des plans de financement durables, pour faire en sorte que les plans d'investissement puissent être financés par des sources externes et internes. Ils doivent aussi s'intéresser davantage à l'exploitation et l'entretien des infrastructures d'eaux usées. Les politiques nationales doivent inclure la prévention de la pollution et la réutilisation des eaux usées en toute sécurité, ainsi que l'assainissement collectif et individuel, en envisageant toutes les options techniques disponibles.

Les institutions financières internationales ainsi que l'ONU et les organisations bilatérales dotées de capacités en matière de gestion des eaux usées devraient renforcer leur aide aux pays. Les membres d'ONU-Eau devraient mettre à disposition les leçons tirées des stratégies efficaces de gestion des eaux usées.

Les indicateurs mondiaux pour la cible 6.3 des ODD devraient être choisis en fonction de leur aptitude à favoriser dès maintenant des progrès au niveau mondial. Les États Membres de l'ONU doivent appuyer résolument la mise en place de GEMI par ONU-Eau. Celle-ci doit rendre compte à la fois des indicateurs des ODD et d'autres indicateurs qui renforceront la base des connaissances mondiale.

Les pays doivent se préoccuper non seulement des eaux usées urbaines mais aussi des pollutions industrielles et d'origine agricole, ainsi que de la contamination océanique qui en résulte. Ils devraient soutenir les mesures de restauration des bassins hydrographiques dans le monde entier.

En vue de mieux informer les décideurs, les universités et les institutions de recherche devraient développer davantage la base de connaissances mondiale sur la pollution, le traitement, le recyclage des eaux usées et leur réutilisation en toute sécurité.

7.

Renforcer la protection contre les catastrophes liées à l'eau et prévenir les pertes humaines et matérielles qui en découlent

Nos priorités

Dès le début, les initiatives du Conseil visaient à obtenir des pouvoirs publics qu'ils appuient solidement la mise en œuvre des recommandations des accords internationaux sur la préparation aux catastrophes et la réduction des risques. Les organisations d'interventions d'urgence ont amélioré leur coordination et leurs capacités. Mais trop peu d'attention a été accordée aux mesures engageant la responsabilité partagée de différents ministères et appuyant les initiatives collectives régionales et internationales. Les travailleurs en particulier sont souvent les plus exposés au risque, et pourtant ils sont au centre de la prévention des catastrophes et des interventions en cas de catastrophes. Presque partout, et plus particulièrement dans les deltas urbains, le changement climatique, l'urbanisation et la mauvaise gestion de l'eau ont aggravé le risque de catastrophe. Notre but a été de mobiliser le monde. La stratégie a consisté à sensibiliser et à mobiliser l'appui nécessaire aux mesures propres à réduire la vulnérabilité, améliorer l'état de préparation, atténuer le risque, renforcer la capacité de résistance et améliorer les interventions en cas de catastrophe, y compris la gestion de l'eau potable et de l'assainissement en période de catastrophe. Des événements comme les tsunamis en Asie ont entraîné une préoccupation croissante de la communauté internationale concernant les répercussions des catastrophes liées à l'eau, ce qui a permis à des initiatives pertinentes d'atteindre un public plus vaste et d'attirer davantage de financements.

Nos activités

Un groupe de travail UNSGAB sur les catastrophes est devenu le Groupe d'experts de haut niveau sur les catastrophes liées à l'eau (avant de devenir par la suite le Groupe d'experts et de dirigeants de haut niveau sur les catastrophes liées à l'eau -HELP), placé sous la présidence de Han Seung-soo, membre de l'UNSGAB et ancien Premier Ministre de la République de Corée. Ce groupe a réuni des hauts représentants de l'UNSGAB, des administrations publiques et des organisations intervenant dans le domaine de l'eau et des catastrophes, des pays riches comme des pays pauvres du monde entier. HELP et UNSGAB ont coopéré étroitement dans le cadre d'une initiative conjointe préconisant une réorientation de l'attention politique, privilégiant non plus l'intervention en cas de catastrophe mais la réduction des risques de catastrophe.

Au bout de 18 mois, HELP a publié le Plan d'action sur l'eau et les catastrophes assorti de plus de 40 recommandations pour donner plus d'importance à cette question. Il a été présenté au 5e Forum mondial de l'eau à Istanbul en présence de notre Président honoraire et de notre Président.

Le Président de HELP et le Président de l'UNSGAB ont préconisé une session thématique spéciale de l'ONU sur l'eau et les catastrophes, qui a eu lieu en mars 2013. Sous la direction du Secrétaire général, du Président de l'Assemblée générale, de notre Président honoraire, de notre Président et du Président de HELP, la manifestation a mobilisé une participation de haut niveau, jeté une lumière particulièrement bienvenue et attiré l'attention sur le sujet.

En 2013, le Secrétaire général a nommé le Président de HELP, Envoyé spécial pour la réduction des risques de catastrophe liés à l'eau. Au cours de la même année, l'UNSGAB a décidé que HELP devait voler de ses propres ailes et devenir une entité indépendante de l'UNSGAB.

En septembre 2014, l'UNSGAB a été représenté à la Réunion spéciale de haut niveau sur la réduction des risques de catastrophes liées à l'eau, tenue en marge de la 69e Assemblée générale des Nations Unies à New York. HELP et UNSGAB ont aussi apporté des contributions à la Conférence de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe de 2014 et au 7e Forum mondial de l'eau en Corée du Sud. Ces contributions ont permis d'attirer l'attention sur ces questions au plus haut niveau.

FAITS

Nombre de personnes touchées par les inondations, les sécheresses et les tornades entre 1992 et 2012: 4,2 milliards (95 % de toutes les personnes touchées par les catastrophes)

Pertes économiques résultant des catastrophes liées à l'eau entre 1992 et 2012: 1300 milliards de dollars

ISDR, 2012

Valeur économique escomptée des actifs à risque à l'horizon 2050: 45000 milliards de dollars (plus de 340 % d'augmentation par rapport à 2010)

OCDE, 2012

Les initiatives de HELP ont donné lieu à des consultations accrues entre les divers acteurs concernés, comme l'OCDE, la Banque mondiale, le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et les compagnies d'assurance. ONU-Eau a publié « L'eau dans un monde qui change » pour mettre en évidence les catastrophes liées à l'eau. En partie grâce au travail inlassable de HELP, la cible de réduction des risques de catastrophes est désormais intégrée à l'ODD11 sur les villes.

Nos recommandations pour les prochaines étapes

Les catastrophes liées à l'eau doivent être traitées dans le cadre de la planification du développement, y compris la protection sociale nécessaire.

La réduction des risques de catastrophes doit mettre davantage l'accent sur les mesures préventives, l'investissement tenant compte du risque et le renforcement de la capacité de résistance, notamment par l'investissement dans l'infrastructure aux fins d'adaptation au changement climatique.

Les relations entre le gouvernement et les autorités locales doivent être améliorées à tous les niveaux, plus particulièrement au niveau des villes, à l'aide d'un portail de connaissances convivial et novateur, tout comme la collaboration entre les pays.

Pour prendre les mesures préventives nécessaires à la protection des conditions de vie des centaines de millions de personnes vivant dans des environnements vulnérables, des initiatives internationales et régionales doivent être mises en œuvre pour sensibiliser davantage et renforcer les capacités, plus particulièrement concernant les travailleurs qui sont souvent les plus exposés au risque et ont besoin de formation et d'équipements.

HELP devrait coopérer plus étroitement avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR).

Conseils aux futurs groupes consultatifs

Facteurs de réussite:

Notre action a été guidée par la profonde conviction, partagée par nous tous, que la gestion de l'eau et les services d'eau et d'assainissement doivent être améliorés et que l'on peut réaliser cet objectif en exerçant des pressions positives sur les décideurs. Les membres du Conseil ont créé un mode opératoire, qui a été institué dès le départ et respecté tout au long de la décennie. Certains éléments de ce mode opératoire ont été particulièrement efficaces et pourraient être adoptés par tout autre organisme consultatif des Nations Unies souhaitant apporter des changements:

- Nous n'avons rédigé aucun rapport ni produit aucune publication. A la place, nous avons élaboré des contributions techniques, réalisé des analyses internes aux fins d'examen par l'ONU et proposé des idées de stratégie pour les résolutions de l'ONU.
- Nous n'avons pas participé à la gestion de programmes, même si les membres ont fait partie de conseils d'administration.
- Dans la mesure du possible, nous avons choisi nos thèmes prioritaires et sélectionné des mesures empruntées à la pléthore de rapports existants plutôt que de créer nous-même des recommandations nouvelles. Nous nous sommes avant tout employé à réfléchir à ce qu'il fallait faire pour déclencher les actions nécessaires dans ces domaines.
- Ces mesures sont formulées sous le titre « Votre action », présentées en parallèle avec « Notre action ». Ce format a été testé les premières années lors de la mise en œuvre du 1er Plan d'action Hashimoto, ainsi nommé en l'honneur de notre premier Président. Il a été utilisé de la même manière dans les 2e et 3e Plans d'action Hashimoto .
- Des acteurs aux niveaux les plus élevés et aux niveaux opérationnels ont été identifiés et sollicités.
- Nous n'avons pas recherché de publicité pour nous-mêmes ni organisé des campagnes publiques sur les questions liées à l'eau; nous avons plutôt fait appel à notre président et aux membres les plus en vue, qui sont fréquemment intervenus pour inviter d'autres responsables à améliorer les programmes d'information publique sur l'eau.
- La contribution des membres ne s'est pas arrêtée aux mots et aux idées; il leur incombait au premier chef d'agir et de nouer des contacts. Parallèlement, le rôle du secrétariat dans la mise en place des réseaux, la rédaction des contributions, la participation aux réunions et la représentation du Conseil a été crucial.
- Les échanges de vues fructueux sur des sujets controversés ont été encouragés. Le Président a arbitré les différends au lieu de les occulter.
- Les recommandations ont été formulées clairement et sans détours, et l'accent a été mis sur ce qui était réalisable. Le langage ambigu des résolutions des Nations Unies a été évité et les réunions se déroulaient dans le même esprit.
- Sans budget de l'ONU, nous avons activement mobilisé des fonds et avons eu la chance d'amener plusieurs pays à accueillir nos réunions et à faire des contributions généreuses. Sans cette aide, ces discussions essentielles, toujours en face à face, n'auraient pu avoir lieu dans le monde entier, favorisant l'esprit de camaraderie au sein du Conseil et l'apprentissage mutuel.
- La longue expérience des membres, femmes et hommes politiques, ministres, secrétaire d'État parlementaire, diplomates, dirigeants de société et universitaires, leur a conféré la crédibilité et un pouvoir mobilisateur. Nous avons les moyens de rassembler des personnes d'horizons différents pour participer à des dialogues fructueux et ouverts.

Leçons

Selon nous, les points qui précèdent constituent le fondement de la réussite de nos travaux. Si c'était à refaire, nous réclamerions avec force des ressources en provenance du budget général ONU. Nous aurions pu être plus représentatifs si un mécanisme de renouvellement des membres avait été prévu. Toutefois, son absence nous a permis de travailler dans la durée avec un groupe habitué à fonctionner collectivement.

Dans l'ensemble, les membres du Conseil ont indiqué que les facteurs ci-après ont été déterminants dans leurs réussites:

- L'appui d'un secrétariat proactif;
- La collaboration entre les membres et le secrétariat;
- Des recommandations ciblées et précises, formulées clairement et de manière concise dans les 1er, 2e et 3e Plans d'action Hashimoto;
- La grande notoriété des présidents, vice-présidente et membres.

Et nous avons appris que la patience paie: l'influence de l'UNSGAB a grandi au fil du temps.

Il est clair que nous devons nos succès à d'autres qui ont bien voulu agir;
même si nous nous en attribuons une partie, nous rendons avant tout hommage aux contributions de ceux qui ont décidé que le changement était nécessaire,
et ont agi en conséquence.

Actions inachevées et tâches pour l'avenir

Nous avons formulé des recommandations thématiques aux chapitres 1 à 7 et donné des avis sur la manière dont les futurs conseils consultatifs peuvent s'organiser pour optimiser leur action. Nous faisons ci-après des recommandations générales sur les mesures essentielles à prendre au moment où le monde entre dans une nouvelle ère et adopte un nouveau programme d'action international sur l'eau, sous la forme d'Objectifs de Développement Durable de portée mondiale. Un ensemble prioritaire de recommandations concernant les mesures à prendre, sur cette page, est suivi de recommandations structurales pour une architecture mondiale de l'eau, sur la page suivante. Ces recommandations reposent sur une série de dialogues stratégiques et intègrent de ce fait les contributions de parties prenantes du monde entier. Elles visent à donner une impulsion au travail de tous les acteurs désireux d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 sur l'eau.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement étaient – de manière très générale – un appel en faveur de l'ajustement des dépenses publiques aux niveaux national et international, en vue de réduire la pauvreté dans les pays en développement. Les Objectifs de Développement Durable induisent un changement plus profond: au-delà de la lutte contre la pauvreté, ils sont des réponses à des enjeux de durabilité, des défis et des risques économiques, sociaux et environnementaux, qui sont complexes et interdépendants. Les ODD requièrent de TOUS les pays qu'ils prennent des mesures à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières. Le Programme 2030 pour l'eau, comprend un ODD sur l'eau et l'assainissement ainsi que plusieurs ODD qui incluent des cibles liées à l'eau. Ce programme met l'accent sur l'eau potable et l'assainissement, mais va bien au-delà.

Recommandations concernant les mesures à prendre pour la mise en œuvre du Programme 2030 sur l'eau

- Promouvoir une approche globale en matière d'eau.** Bien que la question de l'eau ait de nombreuses répercussions aux niveaux local et régional, le changement climatique et l'économie mondialisée rendent de plus en plus évidente la dimension planétaire de l'eau. Les facteurs ayant une portée mondiale, tels que les flux d'eau virtuelle, la rareté croissante de l'eau, la pollution de l'eau, la dégradation écologique, l'aggravation des catastrophes liées à l'eau, les menaces existantes et nouvelles que représente pour la santé publique la crise de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, non résolue dans de nombreuses régions du monde, doivent être replacés de manière plus systématique dans un contexte mondial. À cet effet, les responsables politiques et les organisations luttant contre les changements climatiques doivent davantage prendre en compte la question de l'eau, facilitant l'action en faveur de l'eau dans le cadre des politiques nationales et mondiales concernant les changements climatiques. Les entreprises et les administrations locales et nationales doivent traduire en stratégies d'action leur prise de conscience croissante des risques liés à l'eau.
- Faire un meilleur usage des instruments internationaux concernant le secteur de l'eau.** Tirer parti des Conventions de l'ONU et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe sur les cours d'eau transfrontaliers et utiliser la Convention de Ramsar comme une passerelle vers les accords environnementaux multilatéraux, et entre le développement et l'environnement. Planifier la gestion des services liés à l'eau en se fondant sur le droit de l'homme à l'eau potable et l'assainissement.
- Faire face à la crise grandissante de l'eau et de l'assainissement dans les villes.** Étant donné le nombre sans cesse croissant de personnes vivant dans les villes, il est nécessaire de mieux étudier et prendre en compte les nombreux défis liés à l'eau dans les villes et leurs alentours. En premier lieu, les données publiées par l'ONU au niveau mondial doivent refléter plus exactement les tendances urbaines liées à l'eau. Cette remarque est particulièrement vraie pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement, domaine dans lequel il n'est pas explicitement rendu compte de la régression générale observée aujourd'hui dans les zones urbaines. En outre, il faudra mieux définir les risques pesant sur la durabilité des ressources en eau liés à l'urbanisation, les faire connaître et prendre les mesures appropriées, notamment atténuer les pressions exercées sur l'eau dans l'environnement périurbain et rural, du fait de l'expansion des zones urbaines. ONU-Habitat devrait relever ces défis dans le cadre de ses mesures prioritaires, et dans la perspective de la Conférence Habitat III.
- Associer plus étroitement le secteur privé à la lutte contre les risques croissants liés à l'eau.** Pour faire une réalité de la vision de l'eau à l'horizon 2030, il est indispensable de collaborer véritablement avec le secteur privé, partenaire stimulant et acteur essentiel qui doit rendre compte de ses actes. L'enjeu clé de la mobilisation du secteur privé se situe aux niveaux local et national. Il faudrait élaborer davantage de solutions novatrices, comme le principe d'utilisation respectueuse de l'eau, mais aussi associer des parties prenantes non classiques. Le Pacte mondial ONU, et plus particulièrement son volet sur l'eau, le « CEO Water Mandate », devraient accompagner cet effort.
- Les gouvernements devraient envisager de tirer davantage parti du concept de l'empreinte eau en imposant aux entreprises cotées et aux grandes villes l'obligation de faire rapport sur leurs usages de l'eau.
- Les gouvernements doivent agir davantage et prendre des mesures préventives contre les risques croissants liés à l'eau.** Les gouvernements qui accusent encore du retard doivent accélérer les réformes institutionnelles pour améliorer la gestion et la responsabilisation. Ils doivent accroître le financement et renforcer les capacités, en particulier dans le domaine des statistiques liées à l'eau et du suivi administratif. Ils doivent envisager des mesures extraordinaires, comme la création d'unités eau bien intégrées au sein des ministères des finances afin de renforcer le financement de l'eau aux niveaux national et local; demander des études d'impact sur l'eau lors d'investissements, pour contribuer à promouvoir le financement des eaux usées; et encourager les partenariats multipartites sans exclusive pour appuyer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation par des entités extérieures au gouvernement.
- L'ONU doit s'adapter pour mieux aider les États Membres à faire face aux risques liés à l'eau.** Étant donné que de nombreuses organisations de l'ONU s'intéressent à l'eau mais uniquement à titre accessoire, il faudra rien de moins qu'une révolution culturelle à grande échelle au sein de l'Organisation. Les organisations de l'ONU concernées doivent consacrer une part plus importante de leur budget général à l'eau, et réexaminer leurs politiques correspondantes. Il est, par exemple, grand temps que l'Organisation Mondiale de la Santé considère l'eau, l'assainissement et l'hygiène comme des préventions primaires. La gestion des statistiques liées à l'eau à l'ONU doit être améliorée et le rôle d'ONU-Eau renforcé pour remédier aux incohérences graves et persistantes des valeurs chiffrées dans les communications de l'ONU concernant l'eau. La coopération doit être resserrée avec l'OCDE pour ce qui est de ses activités ayant trait aux aspects économiques, financiers de l'eau et à sa gouvernance de l'eau.
- Constituer des alliances de haut niveau pour relever les défis prioritaires liés à l'eau qui ne peuvent plus attendre.**
 - Étudier les 20 zones les plus touchées au monde par les pénuries d'eau au nord comme au sud, et prendre des mesures appropriées;
 - Organiser une table ronde de chefs d'État sur l'eau en vue d'un plaidoyer mondial en faveur de la résilience et de l'adaptation dans le domaine de l'eau;
 - Étudier les risques de catastrophe dans les deltas urbanisés à haut risque, prendre des mesures pour les réduire et investir dans la résilience dans ces zones;
 - Promouvoir les toilettes dans les écoles et augmenter leur nombre;
 - Banaliser la question de la gestion de l'hygiène menstruelle et prendre des mesures adaptées;
 - Sensibiliser le public à la gestion durable des eaux souterraines et prendre des mesures pour assurer cette durabilité;
 - Privilégier la gestion de l'eau dans des situations d'après-conflit et de fragilité, pour contribuer à lutter contre les causes de migration et de fuite;
 - Ancrer solidement l'eau et l'assainissement en tant que sujet central de préoccupation dans le développement urbain durable.

Recommandations structurelles pour une architecture mondiale de l'eau plus efficace

Il existe actuellement une asymétrie entre la vision intégrée et ambitieuse de la gestion de l'eau douce et de l'assainissement à l'horizon 2030 et les structures politiques internationales disponibles pour sa mise en œuvre. Les États Membres devront mieux s'organiser dans le cadre de l'ONU pour traiter de la question de l'eau. Pour faire en sorte que l'architecture mondiale de l'eau réponde mieux aux objectifs visés, nous faisons les propositions suivantes:

1. **Mettre en place un Comité intergouvernemental de l'ONU sur l'eau et l'assainissement.** Constitué à l'issue de consultations appropriées entre les États Membres de l'ONU et avant le premier examen thématique de l'eau par le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, le Comité permet aux pays d'examiner régulièrement tous les enjeux liés à l'eau douce et l'assainissement, d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des cibles des ODD liées à l'eau, d'orienter l'action de l'ONU et de prendre de nouvelles décisions politiques sur ces questions. Ce Comité devrait œuvrer en étroite interaction avec une représentation structurée des principales parties prenantes.
2. **Constituer un groupe de scientifiques et de praticiens de l'ONU sur la question de l'eau et de l'assainissement.** Chargé de réunir des données sur les principaux enjeux, les utilisations de l'eau, leurs incidences mutuelles et la gestion de l'eau et d'encourager la recherche extérieure en vue de combler les lacunes de connaissances, ce groupe mondial indépendant de scientifiques et de praticiens fournit régulièrement des renseignements équilibrés, fondés sur des faits, transparents et complets, pour permettre aux États Membres et à l'ONU de prendre les bonnes décisions en matière d'eau et d'assainissement.
3. **Renforcer ONU-Eau.** Structure de coordination des initiatives de l'ONU dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ONU-Eau sert de secrétariat et d'entité d'appui au comité intergouvernemental des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement (voir Recommandation 1) et au groupe des scientifiques et des praticiens des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement (voir Recommandation 2).
4. **Mettre en place un mécanisme mondial de suivi-évaluation intégré et faisant l'objet d'un examen indépendant.** Les gouvernements appuient les efforts d'ONU-Eau visant à mettre en place des mécanismes mondiaux de suivi-évaluation qui sont nécessaires pour examiner les progrès accomplis sur les cibles des ODD liées à l'eau et veillent à ce que ces mécanismes fassent l'objet d'un examen régulier et indépendant.
5. **Faire en sorte qu'il y ait une voix indépendante.** Les gouvernements et le système des Nations Unies bénéficient d'avis indépendants sur les défis liés à l'eau, au moyen d'un mécanisme approprié que le Secrétaire général devrait mettre en place au plus tard en 2017.

Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement
auprès du Secrétaire général de l'ONU (UNSGAB)

New York, 18 novembre 2015

Ce rapport et d'autres informations sur le Conseil sont accessibles sur le site
suivant: <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/water/unsgab>.

© UNSGAB

Tous droits réservés.

Secrétariat du Conseil (UNDESA) S-2689 UNHQ
405E 42nd Street
New York, NY 10017
Téléphone: +1 (917) 367 3821